

Revue Etudes

REVUE MENSUELLE

Fondée en 1856 par des Pères de la Compagnie de Jésus

Directeur et Rédacteur-en-chef: ANDRÉ MASSE

Rédacteur en chef adjoint et Service de presse: HENRI PERROY

Comité de rédaction M. GUERVEL, G. PETITDEMANGE, CL. SALES, M. SOUCHON, A. DE TARLÉ, L. DE VAUCELLES

Administration, publicité: JEAN-CLAUDE GUYOT

Secrétaire de Rédaction: DOMINIQUE GEAY-HOYAUX

ÉTVDES - OCTOBRE 1980 (<http://gallica.bnf.fr/>)*Perspectives sur le monde*P. 293 “**Au Pérou, le retour de l'oligarchie**”, par H. NEIRA

Les élections de mai 1980, au Pérou, ont marqué la fin du régime « progressiste » des militaires, en place depuis 1968, et le retour de Belaunde Terry, l'ancien président élu en 1963. Comment une oligarchie dont le pouvoir économique et politique politique anéanti a-t-elle pu revenir sur la scène ? Les divisions des partis de gauche n'expliquent pas tout.

*Perspectives sur le monde***Au Pérou. Le retour de l'oligarchie**

En mai 1980, pour la première fois depuis dix-sept ans, les Péruviens ont été convoqués pour des élections présidentielles par un régime militaire qui avait décidé de quitter le pouvoir. Elections libres, précédées d'une vaste campagne où tous les partis (une centaine!) ont pu s'exprimer, candidats à la présidence, 5000 candidats environ aux sièges de députés et de sénateurs. Plus de six millions de citoyens accoururent aux urnes ce dimanche du 18 mai. Une grande nouveauté pour la première fois les analphabètes votaient.

Bien que soumises à un régime militaire pendant douze ans, les formations politiques péruviennes sont restées très actives. Il est aisé de les situer. Au centre centre-droit pour les uns, centre-gauche pour les autres le parti apriste est la formation politique la plus ancienne, la mieux organisée, enracinée de longue date dans les couches populaires des luttes sociales des années trente, l'APRA⁽¹⁾ a profondément marqué la vie politique du pays, même dans la clandestinité, lorsque les apristes, jusqu'aux années soixante, étaient poursuivis sans relâche par les dictatures. Avec le temps, le projet apriste est devenu de moins en moins radical et a été doublé sur sa gauche par une multitude de groupes politiques. L' «Action populaire» est née sur sa droite,

tout au moins jusqu'en 1963, date à laquelle elle parvint, grâce à une alliance tactique avec les communistes orthodoxes et les démocrates chrétiens de Cornejo Chavez, à porter son leader, un architecte nommé Belaunde Terry, à la présidence. Mentionnons également une autre formation à droite des apristes le Parti populaire chrétien dont le chef est Luis Bedoya Reyes.

Mais la description des partis ne donne qu'une image partielle des forces politiques du Pérou. Les organisations ouvrières ont été parfois politiquement plus dynamiques que les partis qui prétendent les représenter. Les mouvements revendicatifs paysans, des jacqueries et des soulèvements indigènes du XIXe siècle jusqu'aux autres mouvements de récupération des terres au sud, agissent en marge du système représentatif et même souvent contre lui. La réalité du pouvoir appartient en fait à des forces qui n'ont pas manqué d'intervenir dans les institutions politiques, partis inclus. Il s'agit, d'une part, de l'armée et, d'autre part, de l'oligarchie, forme péruvienne de la classe dominante. Ne pas les évoquer en commençant serait masquer l'essentiel des éléments du conflit.

UN CONSERVATISME QUI NE DIT PAS SON NOM

Depuis un siècle, le Pérou apparaît comme un pays dont les rênes, qu'elles aient été entre les mains des militaires ou de l'oligarchie, ont été bien tenues. Point d'embarquées dans son histoire. Moins heureux que les autres populistes du continent sud-américain, les apristes, éternels aspirants au pouvoir, empruntent en vain les voies de l'insurrection (1932 et 1948) ou des élections (1931, 1945, 1956, 1962, 1963). Ni la violence ni la ruse ne leur réussissent. Leur leader, Haya de la Torre, vieillit et son âge le met hors course dans la préparation de la confrontation décisive de 1980. Dans les années soixante, la guérilla déclenchée par Luis de la Puente Uceda est rapidement liquidée. Les soulèvements indiens sont fréquents mais localisés ils débouchent sur des réformes agraires, plus ou moins concédées, comme celle de 1964 qui transforma les rebelles de la vallée de la Convención en fermiers prospères. C'est l'oligarchie qui mène le jeu. Le vocable de classe dirigeante ne convient pas, à mon sens, pour qualifier ce pouvoir très particulier qui ne s'appuie, au Pérou, ni sur un projet libéral, capitaliste ou non, ni sur une « alliance hégémonique avec les classes inférieures (comme l'exigerait une formule connue). Autre caractéristique décisive du système politique péruvien l'absence de parti conservateur, ce qui le distingue de ses voisins colombien ou chilien (avant Pinochet). A partir de 1919, la bourgeoisie qui avait jusqu'alors ses partis (dans un système assurément censitaire) adopte un comportement sui generis aux tribuns populaires et aux courants populistes et socialistes elle oppose des gouvernements

Sauf exception, celle de la présidence du banquier Manuel Prado (1939-1945 et 1956-1962), l'oligarchie peut désormais gouverner par dictateur interposé.

Nous appelons donc oligarchie un ensemble de clans familiaux qui détiennent le pouvoir économique, influent sur la politique et utilisent leur prestige dans une société qui, jusque dans ses couches moyennes, voit en eux le modèle social à imiter. L'appartenance à un clan familial est décisive, sinon plus que la fortune, qui n'est pas une condition condition pour donner accès à la « gentry » péruvienne. Faire partie de l'oligarchie n'implique pas toujours que l'on soit très riche. Mais avoir un nom et des relations de famille permet d'accéder à des postes de direction importants dans la banque, les mines, l'agroalimentaire, l'agroalimentaire, sociétés anonymes. Cela donne une classe relativement récente, que les vieilles familles « convenables de l'intérieur des terres considèrent peut-être comme faite de nouveaux riches. Leur fortune repose en effet sur la propriété foncière mais ce sont des latifundia de la côte, l'activité bancaire, le négoce des minerais et les exportations, à commencer par celle du guano, au XIXe siècle, des débuts de la révolution industrielle et agricole de l'Europe. Il serait faux de les croire peu soucieux du progrès de leur pays. Ce n'est plus l'époque des « bourgeois » ou, en tout cas, depuis 1920, ce n'est plus l'élan d'un développement autonome, sans appel aux capitaux étrangers. Ils s'accommodent en revanche d'un certain niveau de développement dépendant, qui leur permet, d'une part, pour les plus brillants d'entre eux, d'accéder au rang de la haute bourgeoisie industrielle et, d'autre part, d'intégrer des éléments des classes moyennes. Enfin, il ne faut pas confondre l'oligarchie avec le personnel politique, souvent issu de milieux très éloignés de la classe dominante, ce qui s'explique dans un pays où le pouvoir exerce autant, sinon plus, d'attrance que la richesse.

Et pourtant, contre tous les pronostics, l'oligarchie péruvienne a été éloignée sans ménagement de ses sources d'enrichissement de pouvoir politique. Cette révolution ne fut le résultat ni d'une insurrection populaire, ni de la victoire d'un parti ou d'une coalition (comme au Chili avec Allende, sous une forme beaucoup plus européenne). L'énorme surprise au matin du 3 octobre 1968, ce fut qu'une « armée révolutionnaire » mette fin à l'expérience réformatrice du président Terry, non à cause de son orientation mais parce qu'elle était jugée très insuffisante.

Le gouvernement du général Velasco Alvarado et des forces nationaliste, anti-impérialiste et fondamentalement sera, quoi qu'on en dise, l'unique période d'épreuve pour la classe dominante dans l'histoire contemporaine du Pérou. De 1968 à 1975, on assiste à un double phénomène l'établissement d'un pouvoir militaire sans lien avec cette classe et l'éclipse d'une oligarchie qui prend le chemin de l'exil, ou se tait, ou attend, tandis que les réformes de structures paraissent lui enlever tout espoir de revenir jamais au paradis colonial d'avant 1968. Cette impression d'exclusion définitive, ceux qui étaient vaincus par les réformes de Velasco ne furent pas seuls à l'avoir. De nombreux observateurs l'ont eue également. Mais c'était sous-estimer la capacité de reproduction des systèmes de domination dans les pays en voie de

développement, le processus de transformation, malgré sa vigueur et sa profondeur, fut stoppé en 1975 et suivi d'une période prolongée de régression historique, d'abord sous une administration administration celle du général Morales Bermudez, puis dans le cadre d'une légitimité démocratique. Les élections présidentielles de mai 1980, en effet, donnèrent victoire, par un retournement étonnant de la situation situation des années précédentes, au candidat le plus conservateur (le mot est faible), Belaunde Terry. Si, dans les années soixante, le jeune architecte faisait figure de réformiste comme Frei au Chili ou Caldera au Venezuela, il est maintenant porté par les sentiments des classes moyennes moyennes de vastes secteurs populaires confrontés à la crise économique, économique, par un excès de réformes et prônant ouvertement ouvertement retour au néo-libéralisme, aux investissements étrangers, même au prix d'un autre retour secrètement souhaité celui de la domination des propriétaires blancs de la vieille oligarchie.

Le thème du conservatisme populaire est presque totalement omis des analyses de l'Amérique latine d'aujourd'hui. Tous ceux qui, par excès de simplification, considèrent l'Amérique latine comme un foyer de perpétuelle révolution, devraient être rendus plus prudents par le résultat des élection au Pérou, ce qu'il révèle du sentiment national et ce qu'il symbolise. Malgré le nombre des chômeurs (qui, en 1980, dépassera celui des travailleurs), malgré les inégalités sociales que la révolution de Velasco, faute de temps, n'est pas parvenue à éliminer, malgré les terribles conséquences de la crise mondiale sur le pouvoir d'achat, la société péruvienne, au bord de l'abîme, paraît s'orienter non pas vers la confrontation mais plutôt vers des valeurs d'intégration et vers une surprenante modération. Aussi, j'ose dire que le choix de Belaunde Terry, grand vainqueur d'élections incontestables, est un formidable malentendu il facilite le retour en force de l'ancienne classe dominante qui, comme on dit, « n'a rien appris ni rien oublié » il retarde tout projet nouveau et d'unification de la conscience nationale, au sens où Mariategui en parlait à propos de l'Indien ⁽²⁾, tout processus d'intégration nationale et populaire populaire aiguïsera les tensions sociales du pays andin. Pour mieux le comprendre, il faut analyser ce qui s'est passé à partir de 1968 puis de 1975.

LE DÉMANTÈLEMENT DE L'OLIGARCHIE

Les premières décisions du gouvernement Velasco (1968-1975) touchent l'International Petroleum Company (filiale de la Standard Oil); le 9 octobre, des troupes occupent ses installations des gisements de Talara, au nord du pays, et procèdent à leur nationalisation. En même temps sont dénoncés les accords précédents, jugés douteux, ce qui met en mauvaise posture l'ex-président Belaunde et entraîne l'opinion publique (y compris des éléments conservateurs, comme le journal *El Comercio*) derrière les nouveaux gouvernants. C'est l'heure du « front extérieur ». Jusqu'à la venue d'un envoyé

personnel du président Nixon, John Irwin, les relations avec Washington resteront tendues et il y aura des menaces de sanctions ⁽³⁾. On évite de justesse une situation semblable à celle de Cuba.

Nationalisme et défense des ressources naturelles, cela semble être la seule doctrine du nouveau pouvoir. Cependant, des appels à la «réforme des structures», à la « lutte contre la misère » ont été lancés dès octobre 1968.

A divers indices (déclarations de la Société agricole nationale qui regroupe les grands propriétaires, démission du général Benavides du ministère de l'Agriculture), on pressent que quelque chose d'important se prépare en grand secret dans les couloirs du palais de Pizarro.

Le 24 juin 1969, le président Velasco annonce solennellement au pays que le gouvernement a décidé de promulguer un décret-loi (n° 17716) portant sur la réforme agraire. Toutes les grandes propriétés, sans exception, de la montagne à la plaine et à la côte, sont touchées. Epargnées par les lois précédentes (notamment sous le gouvernement Belaunde), les grandes exploitations de canne à sucre et de coton, sur la côte, font également partie du lot. Le pays comprend que l'oligarchie est atteinte dans ses fondements, les biens et revenus fonciers qui s'investissaient dans des opérations financières ou immobilières, sources de son prestige ce pays de vieille tradition hispanique et rurale. Quatre jours plus tard, les principales industries agroalimentaires nord du pays ⁽⁴⁾ passent sous le contrôle de l'État (un peu plus tard, en 1972, elles seront transformées en coopératives).

Nous ne nous étendrons pas sur les modalités techniques de cette réforme agraire, ni sur la floraison, grâce à l'intervention de l'État dans l'économie rurale, d'une multitude de formes d'associations de production qui se constituèrent et survivent en coopératives agricoles, sociétés agricoles d'intérêt d'intérêt (SAIS), communautés paysannes et entreprises de société rurale, au nombre de 1 730 en 1979, avec huit millions d'exploités au bénéfice de 346 000 familles. Le latifundium supprimé, la réforme devait surmonter bien des difficultés paysans sans terre, travailleurs temporaires, main-d'oeuvre clandestine des anciennes haciendas, communautés marginales, sans oublier une agitation toujours vive dans les Andes du Sud ⁽⁵⁾. Il n'en reste pas moins qu'avec les grands propriétaires, c'est toute une classe sociale qui disparaît. En s'attaquant d'abord aux gros exploitants de la côte, le gouvernement militaire révolutionnaire ne vise pas seulement à moderniser l'agriculture, il cherche, comme on le dit à Lima, à « casser les reins » de l'oligarchie. Il ne s'occupera que plus tard (la répartition des terres aux paysans se poursuivant jusqu'en 1976) des structures de la sierra, des propriétaires les plus arriérés, attachés à un système de production pré-capitaliste et des *gamonales*, les caciques du plateau andin. Au total, la réforme agraire modifie la société en deux sens opposés: au bas de l'échelle, la

situation du paysan, entraîné dans une dynamique de mobilisation, de syndicalisation radicale, ne sera plus la même; au sommet, la classe dominante traditionnelle commence à se désagréger.

Au début, on crut à l'orientation exclusivement «agrarienne» de la junte. L'État bourgeois de Velasco Alvarado paraissait incapable de s'attaquer à l'industrie ou aux autres intérêts de la classe possédante déjà ébranlée. Il fallut déchanter. Au fil des années, la politique économique du régime s'oriente vers des réformes profondes, allant à l'encontre des intérêts de l'oligarchie. En 1969, les banques privées sont touchées par le renforcement des pouvoirs de la Banque d'État en matière de crédit à moyen terme. La nationalisation des mines de cuivre intervient en 1971, celle de l'industrie des pêches et de la farine de poisson en 1973. La même année, tous les industriels sont affectés par la mise en place d'un système de cogestion et les propriétaires de grands journaux le seront en 1974. Les entreprises étrangères ne sont pas non plus épargnées: expropriation de la Cerro de Pasco en 1973, de la Grace W.R. en 1974, de la Marcona Comp. en 1975. L'orientation nationaliste et révolutionnaire du régime se manifeste aussi par le renforcement des relations diplomatiques et commerciales avec les pays socialistes, par la reconnaissance de Cuba, par la mise en route d'une réforme socialisante de l'éducation et l'officialisation l'officialisation quetchua.

Inutile d'étudier en détail toutes ces réformes extension du secteur public, politiques industrielles, minières et pétrolières, pétrolières, de financement des grands projets publics en vue d'assurer un développement auto-entretenu. Disons qu'elles furent l'unique tentative dans toute l'histoire du Pérou pour rompre le cercle vicieux du sous-développement et du capitalisme dépendant. Mais c'était avant la crise mondiale mondiale 1974.

1975, où en sont les oligarques?

Arrêtons-nous à cette année 1975, cruciale pour le gouvernement car elle précède le spectaculaire virage qui a conduit à l'actuel retour de la classe dominante.

Le pouvoir économique et politique de l'oligarchie paraît anéanti; l'opinion internationale reconnaît dans l'expérience péruvienne un style de développement non capitaliste ⁽⁶⁾; une partie de la gauche ne considère plus que le régime est fasciste ou « réformiste bourgeois », mais le juge utopique ou « capitaliste d'État ». Le « modèle péruvien » a sans doute des problèmes de financement et de commercialisation qui lui imposent de suivre une politique d'indépendance nationale sans pour autant rompre avec le marché international. Il a aussi des problèmes de frontières avec le voisin chilien, où Pinochet a remplacé Allende. Mais l'oligarchie, apparemment, est une affaire réglée.

Qu'en reste-t-il en fait ? Selon un observateur, elle a quitté la scène politique nationale, économiquement et politiquement. « Elle a même pris le chemin de l'exil ou celui d'une retraite dorée dans le pays. Ayant perdu ses bases latifundiaires et bancaires, il lui reste cependant l'immobilier ». Mais les promoteurs, les détenteurs de capitaux provenant des indemnités versées à la suite des expropriations et des nationalisations « n'ont plus aucun pouvoir politique »⁽⁷⁾. Or, que va-t-il se passer ? Velasco tombe et les généraux qui lui succèdent, présidés par Morales Bermudez, remettent peu à peu en cause les transformations amorcées⁽⁸⁾, retour en force de l'opposition politique traditionnelle apriste, belaundiste, marxiste à l'occasion des élections de 1978, puis résurrection de l'oligarchie sous Belaunde, qui rend possible pour les années quatre-vingt un régime autoritaire de civils et de militaires.

Comment une classe dominante mise à l'écart grâce à un mélange redoutable de pouvoir personnel et de bureaucratie d'État a-t-elle pu revenir sur la scène ? Dans quelles conditions ? Qu'est-ce qui, dans la société péruvienne, a rendu cela possible ?

Première constatation, banale, les expropriés ont tardé à réagir. Le caractère graduel des réformes et la progression pacifique des organisations populaires dans les domaines de la gestion et de la propriété, délaissés par une oligarchie qui se repliait, retardèrent la formation d'un front commun de résistance. On espère toujours que le coup tombera sur le voisin. Mais, comme le dira Héctor Béjar, « au fur et à mesure que la révolution progressait et que plus d'intérêts étaient touchés, les vaincus prenaient de la force ». Ils étaient nombreux «grands et moyens propriétaires terriens, hostiles à la socialisation de l'industrie, avocats des entreprises impérialistes expropriés, industriels de la pêche, classes moyennes des villes, frustrés de voir les faveurs du gouvernement aller aux paysans et aux habitants des nouvelles implantations et, en général, tous ceux qui avaient le sentiment que la révolution remettait en cause leur situation bien établie ou les avantages qu'ils attendaient de l'avenir».

Bien sûr, la révolution n'a pas affecté que l'oligarchie. Dans un pays traditionnel comme le Pérou, où les habitudes de centralisation républicaine et hispanique sont séculaires, la nation a mûri dans un intense brassage de la population, le bas imitant le haut qui le contrôlait et tout le processus aboutissant à la survivance des racines des dominateurs chez les dominés. En 1830, alors que la République était bien en place, Blanco, un prêtre qui accompagnait le président Orbegoso en visite au sud du Pérou, note dans son journal que les habitants des villages de Andahuailas et Talavera acclamèrent le cortège officiel aux cris de « vive le Roi ». Non pour manifester une quelconque opposition partisane ou par plaisanterie, mais à cause d'une survivance de l'époque coloniale.

Ne serait-ce pas par un archaïsme historique du même genre qu'un siècle et demi plus tard les couches inférieures de la population de Lima, celles des quartiers modestes, de l'artisanat, du commerce, dans le petit peuple, sont restées fidèles au passé ? Les nostalgiques de l'époque de l'oligarchie se trouvent pas seulement dans les familles des expropriétaires mais aussi celles de leur clientèle. Ils sont aussi parmi ceux qui croient que la révolution leur a ôté un bien imaginaire, le petit employé qui ne possède pas de résidence secondaire à Cajuarinas et aspire à en acheter une, la secrétaire qui n'a pas été à Miami en voyage de noces comme elle le souhaitait, ceux enfin, des milliers, qui, comme le dit encore Béjar, croient que la révolution «compromet le futur». Un régime ne peut pas grand-chose quand le rêve du passé est plus fort que l'invitation à construire l'avenir.

Sans doute, sous Velasco, l'ex-classe dominante trouvait-elle meilleurs renforts dans la résistance de la bourgeoisie industrielle, irritée par le modèle socialiste, dans la crise internationale et, au besoin, dans la défense des frontières. Le Pérou fait alors figure de champion solitaire de la cause de l'indépendance nationale dans un continent où les régimes disparaissaient les uns après les autres, Torres en Bolivie, Allende au Chili, Campora en Argentine. Il était inévitable qu'un jour ou l'autre cette évolution ait des répercussions au sein de l'armée péruvienne. Les oligarques avaient prédit l'augmentation, renforcée par la crise mondiale, de la dette extérieure, ce qui, de fait, advint. Ils savaient aussi que les circonstances qui avaient porté des militaires à la tête d'un mouvement historique pouvaient évoluer, que la gestion du pouvoir n'était pas résolue dans la hiérarchie de l'armée et qu'il y avait des dissensions entre ses dirigeants, tous les officiers n'acceptaient pas les réformes sociales. Ils savaient enfin que l'entente entre les généraux radicaux et le peuple bénéficiaire des réformes était loin d'être parfaite. En effet, par formation, les militaires étaient hostiles à toute intervention du peuple et ne souhaitaient pas faire appel à lui ou à quiconque pour défendre une révolution qu'ils pensaient leur appartenir. Le peuple n'était donc pas, de son côté, disposé à soutenir une révolution qui avait sa sympathie, mais que, dans son ensemble, il ne comprenait pas.

La classe politique somnole

L'ex-classe dominante avait aussi des alliés naturels dans les grandes familles politiques, comme l'APRA et l'Action populaire, qui avaient réalisé de bons scores aux élections de 1956, 1962 et 1963, et veillaient à sauvegarder les chances d'un projet libéral. Moins pour ses aspects économiques, objets de compromis, que pour ses institutions représentatives lesquelles risquaient de s'étioler. Il n'y eut pas d'élections sous le gouvernement Velasco et bien que Haya résidât à Lima de 1968 à 1975, que son parti eût une permanence, il ne restât pas inactif, le temps travaillait contre lui. Oubliant les besoins réels de la masse la moins favorisée de leurs clientèles et à contre-courant de l'histoire

politique du Pérou, ces partis vont constituer un front d'opposition conservateur.

Le comportement des petits partis de l'extrême-gauche est moins explicable. Certes, cette manière de lancer des réformes les unes après les autres, sans préavis, ce goût des militaires, aussi révolutionnaires soient-ils, pour le secret d'État, n'aidaient pas à juger de l'orientation du régime, de son sens historique. Était-ce une raison pour les partis de gauche de se lancer dans des arguties et une opposition stériles? Seuls, le parti communiste et la démocratie chrétienne de Cornejo Chavez offrirent aux militaires, non sans réserves, un soutien de plus en plus marqué au fur et à mesure que grandissait la confiance dans la volonté qu'avait Velasco de sortir le pays des mains de l'oligarchie et des États-Unis. On peut s'étonner que les trotskistes et les marxistes-léninistes de diverses tendances aient condamné l'expérience de Velasco au moment même où croissait l'assentiment populaire. Cette opposition n'était pas tactique mais viscérale. Ces tendances étaient irritées par des réformes sociales qui, si elles ouvraient la voie, grâce aux expropriations dans les campagnes, dans les mines, à un système d'autogestion, allaient à l'encontre des pratiques manipulatrices du syndicalisme classique et court-circuitaient les «représentants» de la gauche autoritaire aux habitudes élitistes. Bref, le processus fut perçu comme si le prolétariat était soumis à une sorte d'expropriation de son droit à la représentation. Une révolution qu'ils ne contrôlaient pas, des institutions qui négligeaient la médiation des «politiciens professionnels», un langage nouveau bien que marxisant, autogestion avec contrôle des moyens de production par les travailleurs eux-mêmes, des situations inédites auxquelles ils ne savaient pas comment riposter, tout cela explique pourquoi l'hostilité de cette partie de la classe politique fut aussi forte que celle des vieux cadres apripistes ou que celle de l'ex-président Belaunde. Ils contribuèrent puissamment au retour de l'oligarchie.

Ainsi, bien que le pouvoir militaire eût privé l'ancienne oligarchie de son pouvoir économique et ses alliés du commandement, une série de points de résistance subsistaient dans le secteur industriel, parmi les classes moyennes, et non seulement du côté des partis conservateurs, mais même de certains partis marxistes de toutes origines. Il faut ajouter que l'image traditionnelle que l'on se fait du « notable » cadre mal, dans des secteurs actifs du pays, avec celle d'un militaire d'origine modeste, né dans un région pauvre au nord de Piura, le métis Velasco. Au niveau symbolique, le Général apparaît comme un intrus, un trouble-fête dans la bonbonnière coloniale et toute la classe politique se gaussa d'un « socialisme participatif » qui, suivi avec attention ailleurs, en Chine populaire et en Yougoslavie, était considéré ici comme une incongruité, une balourdise.

LA RESTAURATION DES « SEIGNEURS »

La chute de Velasco en 1975 et les erreurs du régime militaire du général Morales Bermudez qui lui succéda débouchèrent sur un régime civil après deux consultations électorales. La première, en juin 1978, élit une assemblée constituante. Les apristes sont victorieux. Mais la maladie et la mort de Haya de la Torre, l'éclatement du parti entre partisans de Armando Villanueva et partisans de Andrés Townsend, l'attitude suicidaire de la gauche, l'utilisation des erreurs autant que son style personnel conduisent l'architecte à la victoire au scrutin décisif de mai 1980. Ce fut, nous allons le voir, un véritable plébiscite. Ainsi, ce qui avait d'abord été un virage du « parti militaire » pour faire face à la crise économique et négocier avec les forces sociales, aboutit rapidement à une restauration de la droite politique et même à une victoire de la formation la plus à droite de l'éventail politique, la plus liée aux exigences de la classe dominante toute prête à se réinstaller. Le retournement de situation est spectaculaire. Belaunde, caudillo, va couvrir d'une incontestable légitimité démocratique le choix d'une oligarchie renouvelée. Il dispose, en effet, d'une marge de manoeuvre qu'aucune administration n'a eue dans le passé une large majorité parlementaire et, paradoxalement, un secteur public puissant dont la fonction sociale et économique a été mise en place pendant l'« interrègne » des militaires.

La crise économique

Impossible de parler des bouleversements des années soixante-dix sans allusion, fût-elle sommaire, à la conjoncture. De 1972 à 1975, le produit intérieur brut croît annuellement de 5%, période prospère pendant laquelle le nombre des emplois augmente. Passons sur ce paradoxe que la croissance économique favorisa la demande des classes élevées et moyennes, les plus opposées au régime. Les bénéfices passèrent de 15 à 40 milliards en 1976, la masse salariale de 40 à 60 milliards la même année. La consommation et l'investissement public augmentèrent neuf fois plus rapidement que la capacité de production nationale. Pour calmer les inquiétudes des classes dépendantes les anciens clients de l'oligarchie tout autant que pour financer d'importants investissements publics à long terme ⁽¹⁰⁾, on fait appel au crédit extérieur. C'était comme si on soutenait deux économies l'une au jour le jour et l'autre à long terme. En 1975, le déficit de la balance commerciale équivaut à 80% des exportations. La dette extérieure atteint 6 milliards de dollars. Et la crise mondiale rend plus difficile l'obtention de prêts à taux réduits et la renégociation de la dette. C'est la faillite. A partir partir 1975, les retombées de la crise mondiale ne cessent de peser sur la vie quotidienne au Pérou ce sont elles qui expliquent véritablement les remous de la vie politique. La grande question des militaires qui ont succédé à Velasco est comment gérer les conséquences de la crise pour le pays ? Avec ce corollaire faut-il rester au pouvoir ou non ?

On comprend dès lors pourquoi la démocratisation ou, plus modestement, l'appel à un régime civil, n'a eu lieu ni lors de la chute de Velasco, en août 1975, sous la pression d'une coalition de « radicaux » et de « conservateurs », ni lors des premiers pas du gouvernement du général Morales Bermudes. Au contraire, les forces armées affrontent la crise et l'exposent au pays par l'intermédiaire du ministre des Finances, Barua. Celui-ci annonce une relance. Et un général « radical », Fernandes Maldonado, l'homme des nationalisations du pétrole et des mines, annonce, lui, de mesures (en juillet 1976).

Comme cela ne suffit pas, on prépare le grand virage premier temps, les « radicaux » sont éliminés (août 1975 et juillet 1976) deuxième temps, la crise atteint les couches populaires et, devant la vague de grèves et de manifestations de rue, l'état d'urgence est proclamé pour un an (juillet 1976-juillet 1977). L'administration Morales Bermudes s'adresse alors aux deux interlocuteurs valables du moment à l'extérieur, le FMI et un consortium de banques qui sauvent le pays de la banqueroute (mais le niveau de vie s'effondre) et, à l'intérieur, les milieux d'affaires. Résultat de ces tractations, l'administration Morales Bermudes inaugure un programme de contre réformes et la pêche est rendue au secteur privé, les lois sur la stabilité de l'emploi sont annulées et les licenciements autorisés, les coopératives, les entreprises en propriété collective sacrifiées. La main d'œuvre ne donne aucun résultat. La bourgeoisie industrielle comprend que le pouvoir militaire est dans une impasse et, peu à peu, à lire les revues liées à ce milieu, à voir le renouveau d'activité des partis, on constate que les exigences économiques se transforment en exigences politiques.

En janvier 1977, les militaires font part de leur volonté de se retirer. Mais l'ambiguïté demeure le plan Tupac Amaru réaffirme les thèses vélasquistes, comme l'existence d'un important secteur public à côté du privé et du collectif (ce dernier est cependant très réduit), mais il annonce aussi l'élection d'une assemblée constituante en 1978 et des élections élections pour 1980. Le projet d'exercer le pouvoir, seul, de façon autonome, sans conseillers de gauche et avec des relations ouvertes avec les partis bourgeois a fait long feu. Certes, avant les élections, le pouvoir militaire laisse planer un doute, ses délibérations sont secrètes et il cultive la surprise. Mais à mesure que le malaise social croît, entretenu entretenu la terrible crise qui frappe les couches populaires et même moyennes, le régime militaire s'isole de plus en plus. Céder la place aux civils est une porte de sortie qui permet d'éviter le pire une dictature aussi dure que dans le cône sud du continent.

Belaunde Terry porté au pouvoir

Les bons résultats du chef de l'Action populaire n'ont pas été acquis de la même manière aux élections de 1978 et à celles de 1980 en 1978, il progresse sans même se présenter.

L'ex-Président refuse en effet de participer à une Constituante de 100 membres, prétextant qu'un tel acte civil serait sans valeur sous un régime militaire jugé illégitime, et représenté par les hommes mêmes qui l'ont renversé. La faiblesse de l'argument saute aux yeux quand on sait qu'il se présentera aux élections deux années plus tard sous le même type de gouvernement, composé des mêmes hommes. Plus simplement, l'abstention s'explique sans doute par les avantages qu'il en espérait. Il voulait rester comme le dernier adversaire, le plus récalcitrant, de la junte militaire, alors que tous les autres « présidentiables », de Haya de la Torre à Hugo Blanco, se lançaient dans la campagne. Sans doute aussi voulait-il éviter un autre duel avec Haya. Quoi qu'il en soit, cette tactique fut décisive pour son ascension vers le pouvoir.

Depuis 1956, la vie politique péruvienne tourne, en fait, autour de l'affrontement entre l'Action populaire et l'APRA, la fortune souriant alternativement à l'une et à l'autre en 1956, les apristes (soutenant un banquier libéral, Manuel Prado) atteignent 43% des voix contre 35% aux belaundistes, belaundistes, qui n'était pas un mauvais score pour une nouvelle organisation politique en 1962, avec Haya à leur tête, ils obtiennent 33% (32,98%) contre 15% seulement au tenace Belaunde (il y a beaucoup d'abstentions). Comme ni l'un ni l'autre n'avaient recueilli 33% des suffrages, avant même que les Chambres ne tranchent, Belaunde, invoquant une fraude électorale, avait demandé aux militaires d'intervenir et de nouvelles élections générales sont convoquées l'année suivante, par la junte militaire provisoire. L'Action populaire arrive en tête avec 36,24% des voix contre 35,68% aux partisans de Haya. Belaunde sera donc le chef de l'État jusqu'au coup d'État de 1968.

Dix-sept années plus tard, avec six millions d'électeurs au lieu de deux, après une décennie de mutations, que va-t-il sortir du mystère des urnes? L'abstention de l'Action populaire populaire 1978 avait été jugée comme une erreur politique mais, avec le recul, on s'apercevait que ce fut au contraire un habile calcul. En effet, la victoire de l'aprisme à la Constituante (37 sièges) ne le préparait pas à remporter la victoire aux élections suivantes. Au contraire. Le vieux tribun, Haya de la Torre, à qui revient de droit la présidence de l'Assemblée, s'empêtré dans la discussion d'une nouvelle Constitution qui, de l'avis de l'ensemble des juristes, sera ni plus brillante ni meilleure que celle de 1933. Son parti paie les pots cassés, au parlement et en partie dans la rue (la centrale syndicale qui lui est liée, la CTP, ne s'est pas jointe aux grandes grèves de 1978 et 1979). L'APRA se compromet en affirmant vouloir respecter les grandes réformes et on commence à parler d'un «compromis historique» à la péruvienne, entre l'armée et les apristes. Tout cela les handicape.

Quand on analyse le résultat des élections de 1980, on comprend que l'élément décisif a été l'erreur commise par diverses formations dans

l'interprétation de celles de 1978, complètement faussées, en effet, par l'absence calculée de Belaunde et de son parti. Les apristes croyaient avoir une confortable majorité, même si elle ne représentait qu'un tiers des électeurs. Bedoya s'attribua des voix qui, deux années plus tard, rejoindront l'absent. Et la gauche, quasi certaine de l'emporter avec, en apparence, 36% des voix, s'entredéchire dans la recherche d'une unité et d'un Allende péruvien au bout de la course, elle présentera cinq candidats différents produisant «l'automarginalisation».

Pour toutes ces raisons, il faut lire simultanément les résultats des deux scrutins. Il y a un million et demi de votants en plus en 1980, ceux qui votent pour la première fois les jeunes de 18 ans et 800 000 analphabètes. Mais cela ne suffit pas à expliquer les différences entre les deux consultations. Qui perd pour que gagne l'Action populaire ? Les chiffres ne laissent aucun doute les apristes perdent 200 000 voix (soit 9%) et aussi, ce qui est plus cruel, presque toute leur avance, aussi bien au Sénat qu'à la Chambre, dans leurs fiefs les plus anciens, Cajamarca, Ancash, Lambayeque, La Libertad. C'est aussi la fin des illusions pour Bedoya Reyes. Le candidat conservateur du parti populaire chrétien, grand bénéficiaire de l'éclipse passagère de Belaunde dans la compétition précédente, perd la moitié de ses effectifs. Mais le score de Belaunde ne s'explique pas seulement par un déplacement de voix à l'intérieur de la droite (APRA, PPC et Action populaire). On doit admettre qu'une part importante de l'électorat de gauche a aussi voté pour lui. La gauche, globalement, perd 20 points, passant passant 36% à 16%. Partis et candidats s'effondrent, au moins si l'on s'en tient aux chiffres.

Au-delà des chiffres, les élections de mai 1980 expriment quelque chose de plus profond le vote pour Belaunde traduit la fatigue d'un électorat qui veut du travail, la paix, la sécurité et la fin d'une dégradation indéfinie du niveau de vie. Dans les couches populaires, ce choix exprime un antimilitarisme mais aussi, ce qui est propre au Pérou, un anti-réformisme. Tout se passe comme si, après dix ans de bouleversements sociaux, le pays avait soif de réalisme et de pragmatisme, en avait assez de l'utopie et de l'idéologie. Dans les discours de Belaunde, l'électeur péruvien a apprécié, contre toute logique, l'absence de programme précis, les idées éthérées, les généralités du nouveau président lui sont apparues plus comme une qualité que comme un défaut. Son style, marqué de modération, a été aussi pour beaucoup dans l'ampleur du résultat. Selon une enquête, Belaunde apparaissait comme le candidat qui avait le moins d'opposants.

Belaunde est-il donc un moindre mal ? Son élection est-elle un désaveu des militaires usurpateurs ? Il faut aller au-delà, parler du «charisme» d'un candidat très avantage par ce que beaucoup de Péruviens voyaient en lui le caballero, caballero, élégant, le représentant d'une époque où les problèmes n'étaient pas aussi graves, où la violence n'avait gagné ni les rues ni les

campagnes. Cette élection exprime donc un désir de revenir au passé les réformes de Velasco sont tenues pour responsables de toutes les difficultés du pays, même de celles d'avant 1965 dont la classe dominante est excusée. Elle est une réaction de défense contre les bouleversements de ces dernières années, de retour à l'illusion libérale, de régression vers une époque coloniale jamais bien enterrée, celle de la République des « Seigneurs » vers tout ce à quoi les électeurs avaient été arrachés contre leur gré nous le savons maintenant par la passion égalitariste d'un général métis, par le jacobinisme de quelques-uns, par l'obstination à bâtir un pays différent où le rêve de grands écrivains péruviens comme Arguedas et César Vallejo serait devenu réalité.

Le velasquisme est bien mort. Les forces armées se sont repliées dans un droitisme défensif. Il faut de nouveau élaborer un « projet national » à partir de zéro. Mais, cette fois, avec une classe dominante sûre d'elle-même, qui possède en Belaunde son « caudillo » et, à l'autre bout, avec un Pérou grégaire qui, étonnamment, a commis l'erreur de se donner, de sa propre main, son ancien maître et seigneur ⁽⁹⁾.

HUGO NEIRA

Notes:

1. APRA: Alianza Popular Revolucionaria Americana, parti fondé par Victor Raul Haya de la Torre.
2. Dans ses *Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne*, 1928. Traduction Traduction en 1968, chez Maspero. NDLR.
3. Suspension des crédits de l'A.I.D., de la B.I.D., de l'Eximbank.
4. Casagrande, Laredo, Cartavio, Pomalca, Tuman, Pucala-Patapo, Cayalti et Paramonga.
5. Voir Jean Piel, « Réforme, problèmes et conflits au Pérou. La situation en 1975 », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 4190-4191 La Documentation française, 1975, pp. 65-78.
6. Voir Dorothée Danset, « L'expérience péruvienne, de la voie capitaliste à la voie de développement non capitaliste », n° 4169-4170, mars 1976, Notes et Études documentaires, p. 68.
7. Voir « Pérou, le gouvernement révolutionnaire de la junte militaire en 1975 », *ibid*, p. 12.
8. On commence alors à les qualifier de « première phase ».
9. Il faut désormais compter avec l'oeuvre de René Girard parce qu'elle contribue à mettre au jour cette part de violence toujours présente dans le monde et sans cesse dissimulée parce qu'elle contribue également à transformer le regard que nous portons sur la réalité humaine.